

MÉMOIRE MEURTRIE

Jean-Christophe Mitterrand, cinquante-quatre ans, fils aîné de l'ancien président de la République, est un personnage atypique. Se définissant lui-même comme "le moins Mitterrand des Mitterrand", tour à tour journaliste à l'AFP, puis conseiller aux Affaires africaines à l'Élysée de 1982 à 1992 et consultant international, il refuse les partis et les étiquettes. "Je suis du parti pris de mon père", se plaît-il à répéter. Fils fidèle du père absent, il raconte ses blessures d'enfance et d'homme, pris dans la tourmente du pouvoir et des affaires, où il fut accusé des pires turpitudes, comme en témoigne le journaliste Pierre Péan : "Pour tuer le père, il fallait toucher le fils." Sa rédemption est dans la parole.

MEMOIRE MEURTRIE/MIT POLITIQUE FRANCAISE 6966	MITTERRAND J PRIX EDITEUR 16,80 EUR 110,20 F
---	---

ISBN 2-259-19498 9 782259 194983
01028993 101 10



9 782259 194983

Atelier
Dominique Toutain

16,80 €
110,20 F TTC

En couverture : photo © Roger Frichet

JEAN-CHRISTOPHE MITTERRAND

MÉMOIRE MEURTRIE



PLON

avait juste fait semblant. J'appris que mon père décidait de maintenir quand même son voyage. Pour moi c'était de la folie. Je hurlai. Comment faire comprendre ce geste auprès des pays africains, et à l'opinion française : « Nous allons ramer pendant des mois ! » Très calme, mon père me demanda de reprendre mes esprits : « Je vais dire à ce monsieur que je m'apprêtais à un entretien de paix, et lui faire valoir qu'aujourd'hui, je parle à un menteur. » N'empêche, à son retour, il fut obligé de faire une conférence de presse spéciale pour s'expliquer. La presse se déchaîna. Ce n'était pas simple, d'autant que les Libyens, de plus en plus menaçants, faisaient des incursions dans le Sud. La base de Ouadi Doum, construite par les Libyens en territoire tchadien, mettait la capitale tchadienne à la portée de l'aviation de Tripoli.

L'opération Manta fut remplacée par celle de Epervier. Après un incident plus grave que les autres, mon père décida d'engager des représailles et de détruire les pistes de la base de Ouadi Doum. C'était une opération à grande échelle, dangereuse, les puissantes défenses antiaériennes de la base étaient tenues par des Allemands de l'Est. Le montage de l'opération se fit dans le plus grand secret à partir des bases de Bangui et Bouar, en Centrafrique. Les Jaguars, protégés par des Mirages, devaient faire, en silence radio total et sans couverture radar, deux ravitaillements en vol (à l'aller et au retour) sur plus de trois mille kilomètres de mission. Arrivés à l'aube en rase-mottes, perpendiculairement à la piste, ils détruisirent celle-ci le 16 février ainsi que les installations radar. La nuit fut longue à Paris. Le chef d'escadrille avait instruction, sur le chemin de retour, de rompre le silence radio pour donner par code une idée du résultat de l'opération. Soit 1 : « Tout est parfait » ; 2 : « Il faut attendre le retour pour être sûr » ; 3 : « Nous avons des dégâts ». Il énonça le chiffre « 2 ». Il nous

fallut attendre le retour de tous les avions et le rapport des pilotes pour savoir que l'opération avait totalement réussi. Ces représailles portèrent un coup terrible au dispositif libyen. Le conflit tchadien se réglera peu ou prou en 1987, Kadhafi vaincu. En 1990, Hissen Habré devra fuir au Sénégal devant les troupes d'Idriss Déby, ancien allié qui prenait le pouvoir. Toujours maître du Tchad, Idriss Déby vient d'être réélu président de la République à sa manière : ratissage musclé d'opposants et méchantes rumeurs de fraude électorale. Les anciennes victimes d'Hissen Habré essaient de le traîner devant les tribunaux pour torture et crimes de guerre. La justice sénégalaise se déclare incompétente, mais le nouveau président, M^e Abdoulaye Wade, lui a demandé de quitter le pays.

Durant le conflit, un soir où je faisais escale en Centrafrique, un jeune légionnaire en permission m'apostropha au Rock Hotel où je prenais un verre, contemplant paisiblement les collines zaïroises de l'autre côté du fleuve « frontière » Oubangui : « Aviez-vous un accord avec les Libyens lorsque les premières troupes de l'opération Manta ont été envoyées au Tchad pour qu'ils ne nous attaquent pas ? me demanda-t-il, ajoutant : Nous n'aurions pas fait un pli avec nos Famas face aux chars et aux avions » me demanda-t-il. Devant ma réponse négative, il s'exclama : « Putain il faut avoir des couilles pour prendre une décision pareille, et en plus on est en train de gagner ! » Je souris : « Non c'est vous qui les avez ! La réputation de la Légion suffisait à équilibrer les forces, le temps que tout le dispositif soit mis en place. » Nous reprîmes un verre pour fêter ça.

L'Afrique du Sud de l'Apartheid et ses répercussions sur les pays voisins, notamment l'Angola et le Mozambique, fut l'autre dossier sensible des Affaires africaines. Embargos, pressions diplomatiques, économiques ou politiques ne faisaient pas beaucoup avancer la cause

des Noirs relégués comme citoyens de second plan. La Grande-Bretagne de Margaret Thatcher ne jouant pas vraiment le jeu, le président P.W. Botha pouvait rester accroché à son régime ségrégationniste. Mais pour des raisons de santé, Botha fut obligé de se retirer, laissant vacant un siège présidentiel à plusieurs hypothèses. Qui allait le remplacer ? Un dur, un modéré ? Pendant les présidences par intérim de Chris Heunis et De Klerk, aucune décision importante ne put être prise.

Je rencontrai des diplomates sud-africains venus spécialement de Pretoria pour discuter de l'avenir en point d'interrogation du régime. C'étaient des proches de Frederik De Klerk, présidentiable que l'on subodorait plus ouvert que d'autres à une évolution du système. « Que veut la France pour que nos relations s'améliorent si De Klerk devient Président », me demanda en substance l'un d'entre eux. « C'est simple. Nous l'avons toujours dit : libération de Nelson Mandela, suppression des lois d'exception, liberté de la presse et, bien sûr, élections générales à terme, auxquelles doivent participer tous les Sud-Africains, quelle que soit leur couleur. » La réponse fusa : « Si De Klerk prend la présidence, je vous assure que nous avancerons dans cette direction. Des mesures seront prises rapidement pour décrier la situation. Mais en ce qui concerne la libération de Mandela et les élections, je ne peux m'avancer sur une date. La situation politique intérieure n'est pas simple, et nous devons en tenir compte. — J'en accepte l'augure, répondis-je, mais on nous a tellement rabâché ce discours qui n'a jamais été suivi d'effets que nous attendons de voir pour vous croire. — Vous n'êtes pas très diplomate, mais vous verrez », m'assura-t-il.

De Klerk devint président de la République en août 1989. Après avoir pris les rênes de son parti, il s'engagea sur la voie de l'ouverture annoncée. Mais l'embargo politique et économique pesait encore sur l'Afrique du

Sud, et nous devions aider De Klerk sans nous afficher ouvertement. Nous gardions le contact, « au noir ».

Le 11 février 1990, Nelson Mandela était libéré. Les Sud-Africains nous en avaient informés quelques jours plus tôt, afin qu'un représentant français puisse être sur place quand le leader de l'ANC sortirait de la prison de Poolsmoor. Jeanny Lorgeoux, alors député PS et membre de la commission des Affaires étrangères, se rendit en Afrique du Sud avec l'accord de mon père. Il était le seul député étranger, avec un Américain, à être présent. C'était un moment historique où la France se devait d'être représentée. A son retour, Jeanny Lorgeoux ne fut pas accueilli sur un tapis de roses par le PS qui lui infligea un blâme pour s'être rendu dans le pays de l'Apartheid malgré le boycott ; surtout après avoir déclaré sur les marches du parlement sud-africain au Cap « que l'on pouvait envisager la levée progressive de l'embargo en fonction des progrès des réformes politiques ». Pavé dans la mare, « sacrilège ! » pour les tenants du dogme socialiste intégriste qui firent une crise de nerfs. Mon père, lui, applaudit à leur barbe.

C'est à la vision politique de deux hommes à la carrière exceptionnelle, Nelson Mandela et Frederik De Klerk, que l'on doit le passage de l'Apartheid à un Etat multiracial. Mandela pour son obstination courageuse, son honnêteté et une ambition sans faille pour son pays. De Klerk pour la révolution intellectuelle qu'il a dû effectuer sur lui-même. Rien dans son éducation politique ni personnelle ne le prédisposait à mener de tels changements. Apparatchik du système, il sut le faire évoluer, et le faire accepter aux Blancs, par voie démocratique.

Quelques semaines avant le référendum par lequel la population blanche allait permettre aux populations noires de voter, et ainsi les reconnaître comme égaux civiquement, je rencontrai, avec le ministre français de

la Coopération, M. Jacques Pelletier, le président De Klerk à Windhock. Nous étions réunis pour les cérémonies d'accession à l'indépendance de la Namibie. A la question de savoir s'il pensait que les populations blanches allaient accepter de voter la fin de leurs prérogatives, il me répondit : « J'espère, parce que si j'ai envie d'être réélu, il faut que les Noirs votent. Avec le seul vote des Blancs, je n'ai plus aucune chance... ! »

Lui et Mandela reçurent ensemble le prix Nobel de la paix.

La libération de Nelson Mandela et la fin du régime de l'Apartheid n'étaient pas les seuls sujets de préoccupation en Afrique du Sud. Il fallait aussi calmer le jeu avec les pays voisins, notamment avec l'Angola et le Mozambique. En effet Pretoria alimentait, aidait et même intervenait militairement directement pour soutenir Jonas Savimbi en Angola, ainsi que le mouvement de guérilla au Mozambique, l'ARENAMO. Ce fut l'objet du seul voyage secret que je dus effectuer au cours de mes fonctions à l'Elysée.

Je demandai à Jeanny Lorgeoux de m'accompagner. Ce conclave à huis clos, tenu à la lisière du désert du Kalahari, en août 1989, fut épique, car il rassemblait tous les ennemis en guerre. Du côté sud-africain, Pik Botha, ministre des Affaires étrangères, et le général van Tonder qui organisait le soutien aux rebelles de l'Unita en Angola et de l'ARENAMO au Mozambique ; ce camp était diplomatiquement appuyé par l'émissaire du président ivoirien Houphouët-Boigny, et plus en pointillés par l'Allemagne fédérale représentée officieusement par M^e Strauss, fils de l'ancien « taureau de Bavière ». De l'autre côté, le président angolais Dos Santos avait dépêché l'un de ses plus proches collaborateurs, membre de son cabinet, et le Mozambique, son ministre de la Coopération, Jasinto Veloso, ancien pilote portugais qui avait choisi très courageusement le camp

anticolonial en désertant l'armée régulière et en rejoignant les partisans de l'indépendance.

M. Jean-Yves Ollivier, homme d'affaires français vivant en Afrique du Sud, avait assuré une bonne partie de l'organisation de cette rencontre. J'avais fait sa connaissance en 1988, peu après la réélection de mon père à la présidence de la République pour son second septennat. J'avais voulu élucider les conditions de libération, du temps de la cohabitation Chirac, d'un enseignant français, M. Albertini, retenu prisonnier dans un bantoustan sud-africain et dont nous n'avions pas été informés. Cette libération était inscrite dans le cadre d'une négociation plus large d'échanges de prisonniers entre l'Afrique du Sud, l'Angola et les Cubains. Echaudé sur les conditions de la libération des otages du Liban, survenue à la même époque, quelques jours avant le second tour des présidentielles de 1988, nous voulions savoir si toutes les promesses françaises étaient connues du nouveau gouvernement socialiste, et respectées. Bien que de droite et proche de Michel Roussin, Jean-Yves Ollivier avait parfaitement joué le jeu au nom de la continuité de l'Etat sans jamais demander quoi que ce soit en échange. J'allais d'ailleurs avoir l'occasion de le recroiser dans la crise comorienne après la mort du président Abdallah.

Le voyage nous donna un avant-goût de ce que nous allions vivre. L'avion du GLAM nous posa à Maputo, où le président Chissano nous reçut officiellement. Le lendemain, une promenade prévue en avion à hélices, dans les îles du Mozambique, se transforma dès que nous fûmes hors de portée des radars, en un voyage cap au sud pour une base militaire sud-africaine où nous changeâmes d'avion en bout de piste, contre un jet plus rapide qui nous débarqua non loin des frontières du Botswana et de la Namibie. Là, un hélicoptère nous achemina au bout du monde dans une ferme de quatre-vingt mille hectares clôturés, véritable réserve d'ani-

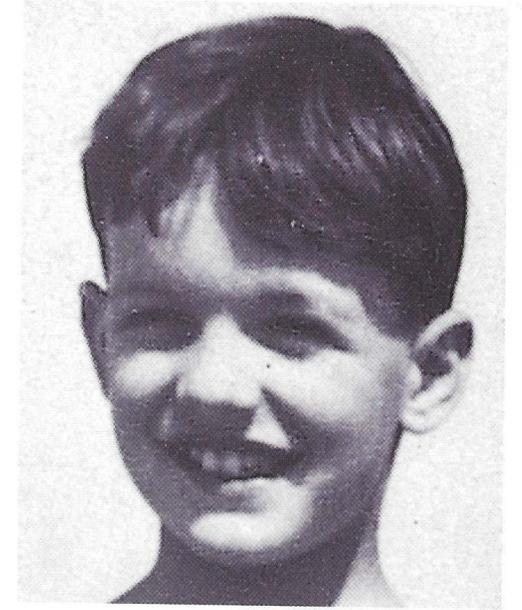
maux sauvages, appartenant à un Sud-Africain d'origine bavaroise.

Situation paradoxale, dans ce no man's land de liberté au milieu de nulle part, îlot sauvage qui semblait être préservé des turbulences du monde, nous discutâmes pendant trois jours de la façon dont devaient être gérés les blocages internes de l'Afrique du Sud, et du problème de ses frontières et de la région. A l'issue de ce marathon, nous obtînmes de l'Afrique du Sud qu'elle cessât d'alimenter toutes les rébellions autour de son glacis protecteur, et sorte enfin de son ghetto diplomatique, politique et militaire.

Le deuxième soir, après dîner, devant l'immensité du désert et du ciel étoilé, Pik Botha se lança dans une tirade lyrique, clamant que « l'Afrique, notre mère, était une terre de fraternité ». Le lendemain, il récidiva, appelant « brothers » ses ennemis angolais et mozambicains, et, me prenant à témoin de ces pourparlers de paix, il asséna : « Tu es notre conscience morale. » La soirée fut longue. Il la ponctua en lisant mon avenir dans un jeu d'ossements comme le font les sorciers tswanas. L'avenir, nous l'avions entre nos mains. Autour d'un brasero, Pik Botha et notre hôte bavarois en tenue tyrolienne se mirent à danser, le nez dans les étoiles, pour fêter la disparition des frontières.

Pendant ce temps, le ciel s'assombrissait aux Comores. Plusieurs mois avant sa mort, le président Ahmed Abdallah me reçut dans son petit appartement parisien. Modeste, celui-là. Rendez-vous de routine pour ma part, aucun dossier particulier n'étant en souffrance, si ce n'est la garde présidentielle dirigée par Bob Denard et ses mercenaires, financée par l'Afrique du Sud. C'était une décision souveraine des Comores, et jamais mon père n'en avait fait une situation de blocage, mais elle desservait la réputation, en Afrique et ailleurs, de ce petit archipel. Je n'avais jamais été chargé de lever

A sept ans.



Premier communiant,
place Saint-Sulpice.

d'administration de la COMUF¹, société extractrice de l'uranium au Gabon, ni d'aucune autre entreprise, comme certains organes de presse l'ont laissé entendre. Ils sèment le doute, et je récolte la calomnie... Rumeurs reprises avec délectation dans les « dîners en ville » parisiens où l'on se plaît à recenser mes supposés biens du Gabon au Cameroun, en passant par le Togo et le Rwanda. Au menu : bananeraies, sociétés immobilières, et même des champs de haschich. J'ai relevé ma dernière acquisition sur l'Internet : une concession forestière au Cameroun d'où auraient été importés les bois utilisés pour la décoration de la Très Grande Bibliothèque François-Mitterrand. C'est un site dénonçant la « Françafrique » qui le dit. J'aimerais être au courant de tous ces biens que l'on m'attribue, pour pouvoir en informer mes futurs héritiers !

Après les hors-d'œuvre, le plat de résistance. Deux affaires coup sur coup m'impliquant indirectement vont faire trembler l'Elysée. La calomnie est une entreprise de déstabilisation de l'Etat, courante en politique, et plus spécialement avant une élection.

Nous étions fin janvier 1989. Je passais l'un de mes rares week-ends en famille dans le Gers, avec ma femme et mon fils. En fin d'après-midi je reçus un coup de fil d'un ancien officier de la DGSE qui revenait du Congo-Brazzaville : « Vous savez que la France est en train de vendre des Mistral au Congo ? me dit-il, inquiet. — Des Mistral ? C'est quoi ces Mistral ? — Des missiles sol-air dernier cri, tirés à dos d'homme et ultrasophistiqués. Comparables aux Stinger américains. C'est quand même bizarre d'en vendre cinquante à la République populaire du Congo, alors que la France n'en est pas encore équipée ! »

Il disait bizarre. Moi, ça me paraissait encore plus

1 Compagnie des Mines d'Uranium de Franceville.

curieux, et j'appelai sur-le-champ Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la Présidence : « Tu es au courant d'une vente de Mistral au Congo ? — C'est quoi les Mistral ? » répondit Bianco, aussi surpris que moi. Ce n'étaient pas des Mistral gagnants. Je lui fis un rapide topo. Il ne fallait pas être grand clerc pour savoir que le Congo ne pouvait pas être le destinataire de ces petits bijoux fabriqués par Matra. « Je préviens le Président. Tu lui prépares une note sur le sujet pour au plus tard lundi matin », me dit Bianco. Dès le 28 janvier, François Mitterrand adressait une note à Michel Rocard pour lui demander de diligenter une enquête auprès du ministre de la Défense, Jean-Pierre Chevènement. Le 8 mars, le contrat est annulé. Or dès le jeudi 9, la presse bien informée¹ sortait un papier relatant l'affaire qui laissait supposer que : soit la cellule africaine était nulle à pleurer, soit j'étais l'heureux bénéficiaire de ce juteux marché. L'Elysée répliqua aussitôt en sortant un communiqué qui précisait que le Président avait diligenté une enquête suite à une note de Jean-Christophe Mitterrand. Mais le mal était fait. Reste à savoir qui avait distillé le poison.

Que s'était-il passé ? Lors de la première enquête, le ministère de la Défense découvrit que la CIEMG² avait donné son accord concernant la vente des missiles, contre l'avis de l'attaché de défense de l'ambassade de France au Congo ! Je fus envoyé sur-le-champ par le président de la République à Brazzaville avec, dans ma sacoche, les papiers « confidentiels défense » du dossier que j'étais autorisé à montrer au président Denis Sassou Nguesso pour plus d'informations. Le chef de l'Etat me

1. *L'Événement du Jeudi*, mercredi 8 mars ; *La Tribune*, jeudi 9 mars, « L'Elysée bloque un contrat d'armement douteux » ; *Le Monde*, vendredi 10 mars, « La France bloque une vente d'armes suspecte à destination du Congo » ; *Le Figaro*, vendredi 10 mars, « Matra contre-attaque » ; *Le Quotidien*, vendredi 10 mars, « Ces missiles qui visent Jean-Christophe Mitterrand » ; *Le Figaro*, lundi 13 mars, « Trafic de missiles : rien n'est clair ».

2. Commission Interministérielle d'Exportation des Matériels de Guerre.

reçut avec Pierre Oba, chargé de la sécurité militaire. Il était sur les dents, la discussion était tendue. Il démentit toute possibilité que son pays soit mêlé à ce trafic, et accusa la France de jouer double jeu. Je lui démontrai que c'était faux. Nous nous mîmes d'accord pour qu'une synergie entre nos deux pays permette de découvrir les commanditaires des armes, et d'en identifier la destination réelle. L'enquête démontrera qu'elles étaient destinées à l'Afrique du Sud alors sous embargo, non dans l'intention de s'en servir, mais afin de moderniser les missiles d'ancienne génération du même type qu'elle fabriquait.

Cette opération où il y eut faux et usage de faux à tous les échelons de la transaction ne fut jamais éclaircie sur le fond. Du moins, à ma connaissance.

Encore une fois, Grossouvre fut le plus prompt à diriger les soupçons sur moi, en instrumentalisant les journalistes. Il est vraiment regrettable qu'aucun d'entre eux n'ait essayé de me contacter pour recueillir *ma* version des faits. J'ai parfois eu le sentiment de servir au conseiller du Président de treillis ou de gilet pare-balles. Et que, sur ce dossier, il m'avait lancé une grenade dégoupillée qu'il tenait dans ses mains. De peur qu'elle ne lui explose à la figure ?

La même année, une autre affaire va me mettre sur la sellette. Mon nom associé à de prétendues crapuleries fait vendre. Je suis un beau morceau à débiter en tranches au public. Une côte de bœuf bien saignante, un peu vache folle, dont Grossouvre surveille la cuisson.

1988 fut une année noire pour le cacao dont le cours s'effondrait. La Côte-d'Ivoire, qui produisait plus de 40 % de la production mondiale, se retrouvait dans une situation économique difficile. Un an après la chute du cours, le président Houphouët-Boigny adopta une tactique risquée pour essayer d'en faire remonter le prix : il retira du marché le cacao ivoirien. Or l'importance des

réserves mondiales de cacao rendait probable l'échec de son pari. Il n'en tint pas compte. Dans l'immédiat, plusieurs problèmes se posaient à lui pour appliquer sa politique : Comment stocker le cacao sans l'altérer ? Comment payer les agriculteurs producteurs ? Comment boucler le budget de l'Etat sans les recettes de l'exportation ?

Deux sociétés privées proposèrent leurs services pour prendre en charge les problèmes d'Houphouët. La française Sucden, et l'américaine Phibro. Il est vrai qu'en mettant la main sur 40 % de la production mondiale, l'une ou l'autre devenait le « roi du cacao mondial ». Cette partie de bras de fer allait durer des mois, tandis que les cours du cacao ne remontaient pas. La situation qui perdurait fragilisait l'économie ivoirienne et la crédibilité du Président, menaçant même le périlleux équilibre de la zone franc de l'Afrique de l'Ouest. Les aides extérieures demandées par la Côte-d'Ivoire, notamment à la France, devenaient exponentielles.

A la cellule africaine, nous nous tenions informés de la bagarre franco-américaine qui se jouait autour du cacao. J'étais même aux premières loges, grâce à mon ami Georges Kentzler, délégué général pour l'Afrique de Sucden, que j'avais connu au Togo en 1979, à l'époque directeur général de la Société Générale du Golfe de Guinée (SGGG), et président du syndicat des patrons.

En pleine crise du cacao, Houphouët, qui passait plusieurs mois de l'année à Paris, demanda à me voir dans son hôtel particulier du 7^e arrondissement, derrière les Invalides. Il voulait me faire rencontrer l'opposant (de longue date) angolais, Jonas Savimbi. La réunion devait rester secrète et se faire avec l'accord des autorités angolaises. Savimbi, qui avait déjà la droite française dans sa poche, souhaitait se rapprocher du gouvernement français, et des socialistes en particulier dont il

attendait le soutien. Favoriser une éventuelle négociation entre les deux partis dans un pays déchiré par une guerre civile depuis vingt ans était un axe majeur défendu par la politique française. Mais prendre parti pour la guérilla, sûrement pas. Houphouët-Boigny, quant à lui, entretenait des rapports soutenus avec l'UNITA, le parti de Savimbi, dont il avait autorisé l'ouverture d'une représentation officielle en Abidjan.

La réunion se termina, Jonas Savimbi repartit discrètement par une porte dérobée. Au moment où j'allais prendre congé à mon tour, Houphouët me dit en aparté : « Sur l'histoire du cacao, en l'état actuel des négociations, la proposition de Sucden semble la meilleure. » Je pris note et, sans faire de commentaires, je me dirigeai vers la sortie. Je croisai alors le chef du protocole d'Houphouët, Georges Ouégnin, toujours amène et urbain. Il me présenta à trois hommes blancs qui patientaient dans le salon, au-dessous de quelques toiles de maître, Van Gogh, Cézanne, Manet. C'étaient des représentants de Phibro. Je doute a posteriori qu'ils aient apprécié le bon goût du président ivoirien en matière d'art. Mais ce dont je suis certain, c'est que ma présence chez le président ivoirien fut interprétée de façon négative à leur égard. Dans leur esprit, j'avais cherché à faire pression sur le président ivoirien afin que Sucden remporte le marché du cacao. Pour les raisons que l'on imagine. Comment démentir ? L'objet de ma visite devait rester secret. Mais c'était éteindre un feu pour en allumer un autre.

Quelques mois plus tard, lors du sommet franco-africain de Casablanca en décembre 1989, Houphouët-Boigny prit en aparté mon père devant moi : « Nous avons sur les bras un gros problème budgétaire cette année, et le montant total de l'aide française décidée en début d'année n'a pas encore été totalement débloqué, cela nous aiderait pourtant. » Mon père se tourna vers moi : « C'est vrai ? » Je confirmai tout en précisant que cer-

taines conditions n'avaient pas encore été avalisées. « Vois avec la Coopération si on peut débloquer l'argent avant le 31 », conclut-il.

Dans l'avion qui nous ramenait à Paris, je fis part au ministre de la Coopération, Jacques Pelletier, de l'entretien que j'avais eu avec mon père concernant la somme allouée à la Côte-d'Ivoire. Jacques Pelletier n'était pas un homme suspicieux, et, informé de la rumeur qui courait sur moi, il m'avait mis en garde. Sur les quatre cents millions à verser au plus tôt à la Côte-d'Ivoire, selon les vœux de mon père, il me dit, insistant : « Tu es sûr que c'est le Président lui-même qui le demande ? » Je compris qu'il pensait « cacao » dans un coin de sa tête. Alerte rouge. Je lui répondis : « Je préfère que tu t'en assures toi-même auprès de mon père. » Ce qu'il fit, et l'aide budgétaire fut débloquée.

Des semaines passèrent. Je reçus un coup de fil d'Houphouët d'Abidjan qui me demandait de venir sur-le-champ. Je pris le premier avion. Arrivé dans la capitale, il me reçut presque immédiatement en compagnie de l'ambassadeur de France, Michel Dupuch. Objet de l'entretien : Sucden venait de remporter le marché.

Aussitôt la nouvelle annoncée, la presse se jeta sur ce qu'elle croyait être un nouveau scandale. J'aurais touché deux cents millions francs de royalties planqués dans des paradis fiscaux. En tête *L'Événement du Jeudi*, qui fit de mon supposé affairisme son lit de calomnies. Mon père, glacial : « Tu as quelque chose à voir avec ça ? » Moi : « Rien. » Lui : « Alors attaque. » Nous avons gagné en référé, au fond et en appel, mais pas la Une des journaux pour le faire savoir.

Les informateurs de cette presse qui n'était guère regardante sur l'info « biseauté » qu'on lui fournissait étaient toujours les mêmes, pour ne parler que de ceux qui se disaient « de gauche ». Grossouvre, toujours prêt à nourrir ses hyènes, et quelques experts PS de la matière afri-